

## Israël «I va freiner les groupes de défense des droits sur l'utilisation d'apartheid»

### Description

Le 18 janvier 2021

*Le ministre de l'éducation affirme que les groupes qui qualifient le pays d'apartheid seront interdits de conférences dans les écoles.*



La plupart des Palestiniens de la Cisjordanie occupée vivent dans des zones régies par l'Autorité palestinienne, mais ces zones sont entourées de check-points et les soldats israéliens peuvent y pénétrer à tout moment. (Uriel Sinai/Getty Images)

Les groupes qui qualifient Israël d'apartheid vont se voir interdire l'accès aux écoles, a déclaré le ministre de l'éducation d'Israël.

Cette mesure cible B'tselem, un des groupes de défense des droits humains en Israël, après qu'il ait commencé à décrire Israël et son contrôle sur les territoires palestiniens occupés comme un seul et même système d'apartheid.

Dimanche soir, le ministre de l'éducation israélien, Yoav Galant, a tweeté qu'il avait donné l'ordre au directeur général du ministère d'empêcher l'entrée des organisations qui qualifient Israël d'apartheid ou qui humilient les soldats israéliens, de donner des conférences dans les écoles.

Dans un rapport publié la semaine dernière, B'tselem déclare que si les Palestiniens vivent sous des formes différentes de contrôle israélien en Cisjordanie occupée illégalement, dans la bande de Gaza sous blocus, à Jérusalem-Est occupée et en Israël même, ils ont tous moins de droits que les juifs dans toute la zone située entre la Méditerranée et le Jourdain.

Lundi, le groupe a affirmé qu'il ne se laisserait pas décourager par cette annonce et qu'il avait donné une vidéo-conférence sur le sujet dans une école, à Haïfa, une ville dans le nord.

« B'tselem est déterminé à poursuivre sa mission de documenter la réalité, de l'analyser, et de faire connaître son visage découvert ses conclusions au public israélien, et au monde entier » affirme le groupe dans une déclaration adressée à Al Jazeera.

« Le ministre de l'éducation n'a rien fait d'autre que d'ordonner aux écoles d'interdire B'tselem, prétend qu'il est contre les mensonges et pour un Israël juif et démocratique. Mais c'est le ministre Galant qui ment, car Israël ne peut pas être considéré comme une

---

démocratie, étant donné qu'il s'agit de faire avancer et perpétuer la suprématie d'un groupe de personnes, les juifs, sur un autre groupe de personnes, les Palestiniens, au sein d'une politique binationale unique » peut-on lire dans sa déclaration.

« Tel est le régime d'apartheid d'Israël. Personne ne peut censurer la réalité ».

« **Aucune autorité légale** »

Adalah, un groupe arabe de défense des droits juridiques, a déclaré avoir demandé au ministre de la Justice du pays d'annuler la directive, affirmant qu'elle avait été prise sans l'autorité appropriée et qu'elle était destinée à « imposer le silence des voix légales ».

Il n'était pas certain, sur le moment, que Galant ait eu le pouvoir d'interdire les intervenants dans les écoles.

« Le ministre de l'éducation israélien n'a aucune autorité légale pour empêcher les organisations de défense des droits de l'homme de rencontrer des étudiants simplement parce qu'elles ont critiqué la définition d'Israël en tant qu'état juif sioniste » affirme Adalah, dans une déclaration adressée à Al Jazeera.

« L'ordre du ministre Galant empêche les étudiants de recevoir un enseignement qui leur révèle des opinions et des positions légales, diverses, pluralistes et particulièrement celles venant d'organisations de la société civile et d'organisations de défense des droits de l'homme ».

En 2018, Israël a adopté une loi interdisant les conférences ou les activités dans les écoles par des groupes qui soutenaient les poursuites juridiques engagées contre des soldats israéliens à l'étranger.

La loi a été rédigée pour répondre au travail de Briser le Silence, un groupe d'annonceur, d'anciens soldats israéliens qui s'opposent à la politique en Cisjordanie occupée. On ne sait pas vraiment si le décret de Galant est ancré dans la loi de 2018.

Israël est longtemps présenté comme une démocratie florissante et longtemps, il a prêté que ses citoyens palestiniens, qui représentent environ 20 % de sa population de 9,2 millions d'habitants, avaient des droits égaux.

Cependant, ces Palestiniens souffrent d'être traités comme des citoyens de deuxième ou troisième classe, avec quelque 60 lois qui les discriminent activement dans les secteurs du logement, de l'éducation et de la santé, entre autres.

Bethléem et d'autres groupes de défense des droits soutiennent que les frontières qui séparaient Israël et la Cisjordanie occupée sont disparues depuis longtemps, au moins pour les colons illégaux israéliens qui peuvent circuler dans les deux sens librement, tandis qu'il est exigé des Palestiniens d'avoir un permis pour entrer en Israël, permis qu'il leur est très difficile d'obtenir.

Israël rejette de façon catégorique le terme d'apartheid, affirmant que les restrictions qu'il impose à Gaza et en Cisjordanie occupée sont des mesures, temporaires, nécessaires à la sécurité.

La plupart des Palestiniens de la Cisjordanie occupée vivent dans des zones régies par l'Autorité palestinienne, mais ces zones sont entourées de check-points et les soldats israéliens peuvent y pénétrer à tout moment, Israël ayant un contrôle militaire total sur 60 % de la zone.

Source : [Al-jazeera](#)

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

### Tags

1. al-jazeera
2. freiner
3. groupe de défense des droits
4. Israël

**date créée**  
2021/01/22